

Le débat sur l'inflation va s'imposer et tout troubler

Eric Le Boucher



La poussée actuelle des prix dans le monde annonce-t-elle une reprise de l'inflation ou n'est-elle que provisoire ? Les marchés, dans leur folie, ont tendance à croire au scénario du pire, alors que les économistes plaident pour un rapide retour à la normale sous la poussée des forces déflationnistes, intactes. Une chose est sûre : l'indice des prix va redevenir un enjeu électoral.

L'époque saura-t-elle distinguer entre hausse de prix et inflation ? Entre une marche et un escalier ? Entre une bonne nouvelle et une hydre maléfique ? Tout le monde l'avait appris dans les années 1970, une hausse des prix, une hausse des salaires et même une hausse des taux d'intérêt sont, seules, des remises à niveau qui peuvent être nécessaires. C'est le cas aujourd'hui, en 2021.

De meilleurs prix vont arrondir les marges d'entreprises en sortie de pandémie. Un gain de salaire fera du bien à des millions de familles et à la consommation. Un relèvement des taux aiderait à s'extirper de cette dinguerie qu'est l'argent gratuit. L'inflation est toute autre chose : un enchaînement des hausses, l'une appelant l'autre, les salaires s'indexant sur les prix, les prix remontant d'un cran, etc. dans une spirale incontrôlée.

Flambée des matières premières

Les banques centrales et les économistes « sérieux » nous assurent que nous sommes dans le premier cas, une poussée « provisoire » des prix. Les 4,2 % de hausse observés aux Etats-Unis en avril sont dus à un « effet de base » (le niveau bas d'avril 2020) et l'indice va retomber à 2,5 %. Les forces déflationnistes, à l'oeuvre depuis trente ans, sont toujours présentes : la mondialisation, la faiblesse des organisations syndicales et le chômage fortement regonflé par le virus. Sans doute observe-t-on des goulots d'étranglement, comme dans les semi-conducteurs, qui tirent les prix, sans doute les matières premières s'envolent-elles, mais les circuits vont se réorganiser et les usines vont rouvrir : pas d'inquiétude à avoir.

Les marchés financiers voient les chiffres d'un autre oeil. Après une année d'euphorie pendant laquelle ils n'ont vu que les bonnes nouvelles et ont totalement ignoré la récession la pire depuis un siècle, les voilà qui ne regardent plus que les mauvaises. Maintenant que la vaccination gagne « la guerre » contre le Covid-19 et que tout va mieux, ils scrutent négativement toutes les statistiques, comme le bond de 6,8 % des prix des matières premières en Chine, ils écoutent les prophètes de malheur qui affirment que les plans Biden sont « trop gros » donc inflationnistes et ils n'attendent plus que le krach.

Qui a raison ? Sur le fond, les banques centrales et leurs économistes. Les prix vont connaître un pic, on attend 3 % en Allemagne dans le futur proche, les salaires vont grossir (c'est le cas aux Etats-Unis) et ces tensions vont faire naître des nervosités et des volatilités. La reprise est forte, des ajustements de prix font partie des lois normales de l'économie. Mais l'inflation, les indexations comme dans les années 1970, non. Il y a « normalement » presque aucune chance.

Mais cette tranquillité des gens sérieux et raisonnables risque, hélas, de ne pas peser lourd dans notre époque où règnent l'impatience et l'emportement. Les marchés financiers, hier force de rappel, ont décroché d'avec l'économie réelle, ils sont devenus fous comme le prouvent les milliards des cryptomonnaies ou les inventions toujours plus spéculatives (comme les SPAC). Les banques centrales qui les ont gavés depuis vingt ans ne savent plus aujourd'hui comment les sevrer sans les faire exploser. Les promesses de la Fed ou de la BCE de ne pas hausser les taux d'intérêt avant longtemps, 2023, faites pour les rassurer, viennent maintenant les alarmer.

Les marchés chez les fous

Il n'y a pas que les marchés qui soient passés chez les fous. Les opinions publiques les accompagnent. Le thème de l'inflation « qui ruine le pouvoir d'achat » dès que l'indice dépassera 2 % pourrait être mobilisé par les agitateurs électoraux, faire l'objet de reportages 24 h/24 sur les chaînes en continu et venir très rapidement aux côtés de la sécurité dans les priorités des ménages.

En Allemagne, un indice à 3 % des prix va faire de gros dégâts dans une année électorale, redonnant aux partisans de « la rigueur » une puissance qu'ils avaient perdue ces dernières années. Mauvais pour l'Europe. En France, le thème des prix pourrait facilement troubler l'élection présidentielle. Epargnant l'Italie de « leur ami » Mario Draghi, les marchés pourraient prendre notre pays pour cible si M^{me} Le Pen, avec son programme incohérent, gagne des places dans les sondages. Les électeurs seniors prendront peur pour leurs retraites. Bref, la politique française, elle aussi, sera troublée.

Une hausse des prix ne fait pas l'inflation mais l'irrationalité de l'époque rend la distinction inaudible. Qu'on le veuille ou non, nous sommes entrés dans un maelstrom de plus.

Eric Le Boucher est éditorialiste aux « Echos ».

Sources : Les Echos – 14.05.2021
